



Ouvriers du Sud de la Méditerranée, entrepreneurs au Nord : les stratégies d'ascension sociale des travailleurs agricoles sous contrat entre la France et le Maroc

Anne-Adelaïde Lascaux

Laboratoire Analyse Comparée des Pouvoirs, Université Gustave Eiffel.
Contact : anne-adelaide.lascaux@univ-eiffel.fr

Notes de synthèse à partir de la thèse d'Anne-Adelaïde Lascaux. « *Paysans de la hess. L'insertion des agriculteurs marocains par des pratiques informelles dans la huerta provençale en déclin* ». Anne-Adelaïde Lascaux a soutenu en 2022 une thèse en géographie sous la direction de Julie Le Gall et de Karine Bennafla. Ce travail, réalisé en partie dans son village d'enfance, interroge l'entrepreneuriat et les pratiques informelles comme des stratégies de résistance et d'adaptation chez les classes populaires issues de la migration marocaine et du salariat en France.

Introduction

En 2015, alors que j'étais en Master et que je m'insérais dans des réseaux universitaires interrogeant les liens entre agricultures et migrations, mon père m'a invitée à observer les parcours d'anciens ouvriers agricoles marocains – et de leurs enfant – devenus exploitants dans notre village, en Provence. J'ai alors commencé à m'intéresser aux stratégies

entrepreneuriales déployées par les classes populaires issues de l'immigration maghrébine en France, avec l'aide de ma famille d'agriculteurs. En croisant ma trajectoire familiale sur plusieurs générations avec celle des travailleurs agricoles marocains, je me suis appuyée sur la sphère de l'intime pour faire resurgir l'histoire et la géographie collective de la huerta provençale, selon les termes employés par Didier Eribon (Eribon, 2009).

Entre 2017 et 2022, j'ai réalisé une thèse de doctorat en géographie sociale portant sur la reconversion comme exploitants d'anciens salariés marocains dans les zones de productions en Provence au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Intitulée « Paysans de la *hess*. L'insertion des agriculteurs marocains par des pratiques informelles dans la huerta provençale en déclin », elle a été dirigée par Karine Bennafla et Julie Le Gall.

Dans cette note de synthèse pour le numéro spécial d'*Alternatives Rurales* portant sur les stratégies développées par les ouvrières agricoles marocaines pour persister dans un milieu professionnel éprouvant, je propose de relire mon travail de recherche doctorale au prisme des formes d'agentivités et de résistances mises en place par les ouvriers agricoles marocains. J'entends par agentivité, la capacité d'un individu à se rendre maître de son existence en agissant intentionnellement sur lui-même, sur les autres et sur son environnement (Jézégou, 2022).

Pour s'émanciper d'une condition salariale modelée par des cadres migratoires sous conditionnalité, les travailleurs marocains se lancent dans des carrières entrepreneuriales en France en s'appuyant notamment sur des pratiques informelles, c'est-à-dire non déclarées à l'État (Fontaine et Weber, 2011). Pour pallier leur manque de capitaux de départ, les ouvriers qui se reconvertissent se lancent progressivement dans l'activité agricole sans toujours se déclarer aux institutions étatiques comme la Mutualité Sociale Agricole (MSA) ou la Chambre d'agriculture. Ils embauchent une main-d'œuvre flexible, parfois en situation irrégulière, ou encore utilisent certains produits phytosanitaires sans en avoir les qualifications. Ces pratiques accompagnent souvent la période de l'installation, sans nécessairement perdurer dans le temps.

Alors que les *fellahs*¹ se dirigent vers l'autre rive de la Méditerranée pour contourner la pauvreté de leurs campagnes de départ, ils trouvent au sein des exploitations françaises des conditions d'existence et de travail précaires. Comment la bifurcation, en France, de leurs trajectoires vers des parcours d'exploitants s'inscrit-elle dans une logique de réalisation des projets migratoires ? Les zones de productions méditerranéennes sont des espaces de circulation des ouvriers agricoles transnationaux. Toutefois, depuis plusieurs décennies, le milieu agricole provençal se rétracte. Si cet effondrement dégrade les conditions de travail des ouvriers, il offre à ces derniers l'opportunité de s'installer dans des interstices laissés en friche et d'échapper à leur condition salariale. Quelles stratégies entrepreneuriales mobilisent les classes ouvrières pour entamer des mobilités ascensionnelles ?

Les entrepreneurs marocains constituent désormais un nouveau profil d'agriculteurs au Nord de la Méditerranée. En devenant des exploitants, mais aussi des patrons, ils incarnent au Sud de la Méditerranée une figure de la réussite de la diaspora marocaine malgré une précarité et une incertitude des parcours marqués par l'informalité. Cette thèse est constituée par trois parties, dont l'organisation de cette note de synthèse reprend la logique.

¹ En arabe, le terme de *fellahs* (فلاحين) désigne les paysans.

Genèse de la recherche doctorale : des ouvriers agricoles saisonniers aux exploitants marocains

La première partie de ma thèse revient sur la contextualisation du terrain, l'état de l'art et la méthodologie.

Le terrain : la huerta provençale, un espace de circulation et d'ancrage des travailleurs marocains

La huerta provençale est un système productif reposant sur une multitude de petites parcelles irriguées dans lesquelles sont cultivées des produits à forte valeur ajoutée, notamment en maraîchage et en arboriculture. Ces monocultures intensives nécessitent une main-d'œuvre abondante durant certaines périodes de l'année, en particulier lors des plantations et des récoltes. Longtemps très rentable, ce secteur connaît un déclin depuis les années 1970, qui s'est accéléré dans la décennie suivante avec l'ouverture des marchés intra et extra-européen et la mise en concurrence des marchandises entre elles. Ces difficultés ont créé un effondrement de la petite paysannerie provençale, désormais vieillissante et affaiblie, laissant nombre d'exploitations sans reprenneur et en friche.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, les campagnes provençales se sont également vidées de leur main-d'œuvre locale, cette dernière privilégiant des emplois tertiaires en ville. Depuis, les exploitants encore en activité peinent à recruter des ouvriers agricoles et se tournent vers une main-

d'œuvre étrangère saisonnière, dont la provenance varie au gré de la situation économique et géopolitique des États (Italie, Espagne, Maroc, Pologne, Équateur, Sénégal). Depuis 1974 et la fin de l'immigration permanente de travail en France, des accords bilatéraux ont été mis en place entre les pays du Maghreb et la France afin de faciliter la venue de travailleurs saisonniers dans les secteurs déclarés en tension comme l'agriculture. Ce système, géré par l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII), fonctionne sous forme de contrats de travail temporaires dont la durée doit être comprise entre quatre et six mois². Il est l'une des filières de recrutement les plus sollicitées par les exploitants agricoles, notamment dans la huerta provençale, où la majorité des travailleurs viennent du Maroc. En 2018, 77 % des ouvriers venus en France sous ce régime étaient marocains, dont 43 % se sont dirigés vers les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse. Le Maroc est le pays d'Afrique émettant le plus de travailleurs saisonniers en Europe, dont une grande partie se retrouvent dans les exploitations agricoles du sud-est de la France, comme on peut le voir sur les cartes suivantes (Figure 1).

Si nombre de ces travailleurs transnationaux passent toute leur carrière à circuler entre les deux rives de la Méditerranée, une partie d'entre eux

² L'Office National d'Immigration (ONI) a été créé en 1945 pour introduire des travailleurs étrangers sur le sol français avec des contrats de travail. En 1974, suite à la suspension de l'immigration de travail permanent, il est renommé Office des Migrations Internationales (OMI). Les travailleurs migrants ne sont alors plus que des saisonniers provenant de pays ayant signé des accords de main-d'œuvre avec la France, en particulier le Maghreb. En 2009, cette institution devient l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII).

s'installe durablement dans les zones de production d'arrivée. Après l'obtention d'un CDI, ou par le biais de stratégies matrimoniales, ils deviennent des résidents permanents en France. Après plusieurs décennies à travailler en tant qu'ouvriers, certains se lancent dans l'aventure entrepreneuriale et montent leur exploitation agricole. Ce sont ces profils auxquels je me suis intéressée au cours de ma recherche doctorale.

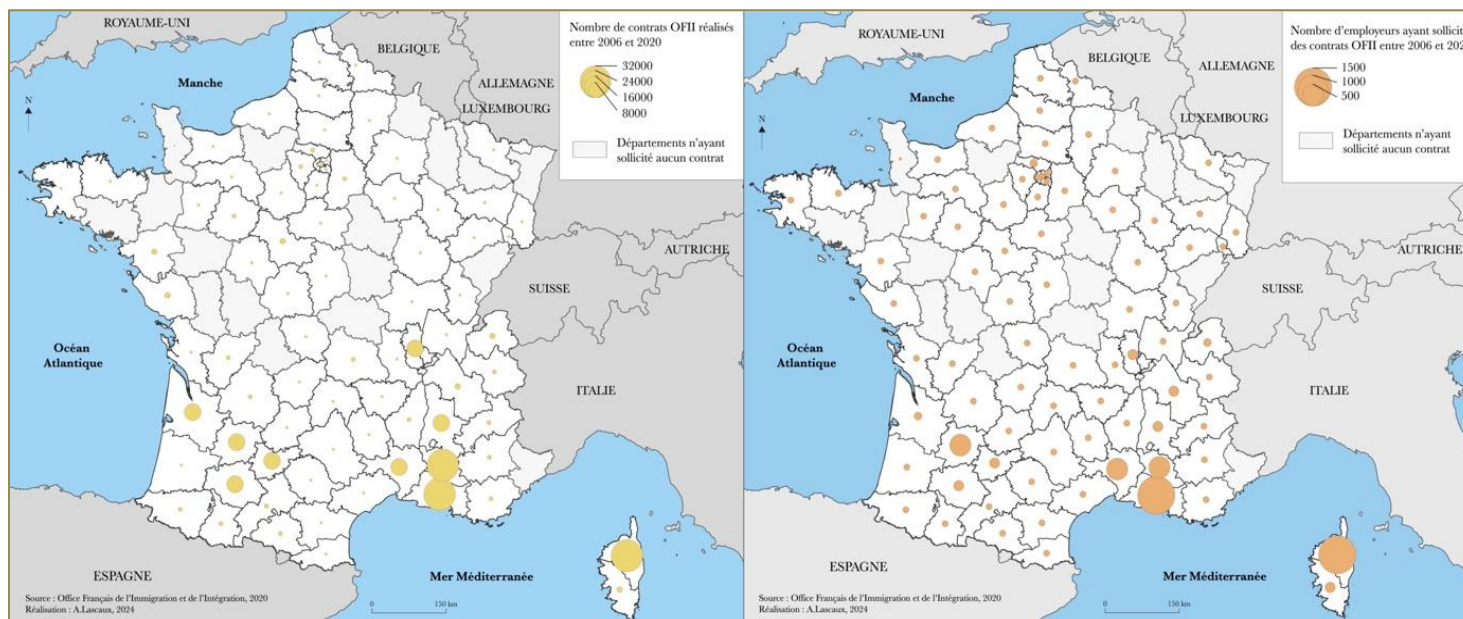


Figure 1. Nombre de contrats OFII et d'employeurs les ayant sollicités dans le secteur agricole en France entre 2006 et 2020 (Source : OFII, 2020)

État de l'art : renouveler le regard des sciences sociales sur la migration de travail sous conditionnalité par l'agentivité

Ce travail de recherche trouve son origine dans plusieurs constats dans la littérature scientifique, dont découlent trois hypothèses principales. Tout d'abord, si les travailleurs temporaires transnationaux ont longtemps été considérés comme les grands oubliés des études rurales (Hubscher et Farcy, 1996), ils font désormais l'objet d'une attention croissante dans les sciences sociales. Leur condition salariale a été interrogée au prisme de la santé, du logement, des modalités de travail et du droit, au regard de cadres migratoires contraignant cette main-d'œuvre étrangère à être « précaire, flexible et réversible » (Mésini, 2013). Toutefois, peu de travaux se saisissent pleinement des stratégies d'agentivité dont font preuve les ouvriers agricoles pour réaliser leur projet de mobilité ascensionnelle et migratoire. De même, alors que les travaux sur les circulations transnationales abondent, les travailleurs saisonniers sont rarement envisagés du point de vue des territorialités qu'ils déploient dans la migration. Sans cesse renvoyés à leur condition « d'oiseaux de passage » (Piore, 1979), ils font pourtant preuve d'ancrage dans les espaces qu'ils peuvent investir de manière durable, notamment dans les lieux d'arrivée que sont les zones de production agricoles françaises. Enfin, mon travail de doctorat invite à décentrer le regard porté sur les pratiques informelles. Ces dernières sont essentiellement étudiées depuis les Suds et en ville, alors que ces espaces n'en n'ont pas l'apanage. La persistance et le développement de pratiques informelles dans les espaces ruraux des Nordes illustrent le déclin que connaissent des espaces productifs mis à l'épreuve par le capitalisme moderne, ainsi que les

difficultés d'insertion que rencontrent les populations issues de l'immigration pour entamer des trajectoires sociales ascendantes. Les pratiques informelles apparaissent alors comme un outil de résistance dans des contextes de déclassement économique et social.

Méthodologie : approche sensible d'un terrain familial

Pour réaliser ce travail de recherche doctorale, je me suis appuyée sur mon village d'enfance en Provence. C'est ici, dans la région agricole de la Basse Vallée de la Durance, au nord des Bouches-du-Rhône, qu'évoluent mes parents et mon frère, tous arboriculteurs. Pour accéder à mon terrain, j'ai mobilisé les réseaux d'interconnaissances des membres de ma famille, mais aussi des ouvriers agricoles travaillant au sein de l'entreprise familiale. Je les ai longtemps côtoyés au cours de mon enfance passée à travailler auprès de mes parents durant les mois d'été. Ces passeurs m'ont permis d'accéder à des agriculteurs marocains qui ont longtemps hésité avant de me recevoir. En effet, je représentais à leurs yeux à la fois le patronat, de par ma filiation, mais aussi des institutions avec lesquelles ils ne sont pas toujours à l'aise, en raison de mon activité de recherche qu'ils associaient à une forme de contrôle étatique. Pour moi, ils représentaient une altérité avec laquelle ma position d'enfant d'employeurs provençaux m'avait peu préparée à être confrontée. Pour déconstruire nos représentations mutuelles j'ai adopté une méthodologie qualitative, en ayant en particulier recours à l'observation participante, et en suivant les carrières des exploitants sur plusieurs années. Au total, entre l'hiver 2015 et l'été 2019, j'ai réalisé près d'une année de terrain auprès des agriculteurs marocains de la huerta provençale. J'ai travaillé à leurs côtés et avec leurs ouvriers, passant de longues heures à ramasser des courgettes, laver des navets, planter des melons ou encore vendre sur

les marchés de gros. À cette occasion, j'ai réalisé une soixantaine d'entretiens semi-directifs de type biographique auprès d'une diversité d'acteurs de la filière méditerranéenne des fruits et des légumes. J'ai interrogé les agriculteurs marocains eux-mêmes, mais aussi les agriculteurs provençaux, les commerciaux, les expéditeurs et les acteurs institutionnels comme les représentants de la MSA, l'inspection du travail ou encore la direction de l'OFII. Je me suis même rendue au Maroc pour quelques jours afin de rencontrer certaines familles directement sur place, dans la région de Fès-Meknès. Cette recherche m'a permise de mettre en évidence les stratégies entrepreneuriales mobilisées par les membres de la diaspora marocaine pour entamer des trajectoires sociales et économiques ascendantes dans le milieu agricole. En s'installant dans les parcelles délaissées depuis les années 2000, les anciens ouvriers incarnent un nouveau profil d'agriculteurs et de patrons en Provence, en même temps qu'ils réactivent la fonction agricole de cet espace productif en difficultés.

Monter son exploitation : une insertion discrète dans les interstices de la huerta provençale

La deuxième partie de ma thèse analyse les stratégies entrepreneuriales déployées par les exploitants marocains pour s'installer à leur compte, en interrogeant en particulier leur rapport aux pratiques informelles. Un de leurs principaux enjeux pour est d'accéder à la ressource foncière. Paradoxalement, alors que l'activité agricole dans les campagnes urbanisées provençales est en déclin, il est difficile pour des néo-ruraux

d'y mener à bien leur projet d'installation. Cela est dû notamment à la périurbanisation qui gagne la huerta provençale depuis plusieurs décennies, progressant à partir des métropoles voisines d'Aix-en-Provence, Marseille et Avignon. Les terres agricoles font l'objet d'une spéculation intense et le marché foncier s'en retrouve considérablement réduit³. Le paysage méditerranéen est ainsi caractérisé par une multitude de petites parcelles en friche. C'est dans ces interstices que les anciens ouvriers agricoles, ou leurs enfants, négocient discrètement leur accès à une ressource foncière à la fois prisée et délaissée. En travaillant dans cet espace productif, ils en repèrent les marges et déploient des stratégies informelles pour s'assurer l'accès à ces parcelles agricoles, en s'adressant directement aux propriétaires, sans formaliser administrativement leur occupation de cet espace. Par exemple, en contrepartie de leur usage des terres, sur la base d'accords oraux, ils nettoient gratuitement ces friches délaissées depuis plusieurs années par des propriétaires vieillissants ou par des héritiers habitant en ville pourtant tenus par la loi de les entretenir. Paradoxalement, alors que les ouvriers marocains, des étrangers aux moyens modestes et sans formation agricole, ne semblent pas être les acteurs les mieux positionnés pour accéder à une ressource foncière en tension, la souplesse des pratiques informelles qu'ils mobilisent en fait des acteurs privilégiés auprès de propriétaires terriens recherchant le moins d'engagement formel possible avec d'éventuels locataires.

³ L'objet de la spéculation concerne un possible changement de plan d'urbanisme modifiant l'usage des sols, certaines parcelles à usage exclusivement agricoles pouvant alors devenir constructibles et voir leur valeur sur le marché foncier considérablement augmenter.

Toutefois, si ces stratégies permettent aux exploitants marocains de se lancer à leur compte, ces accords sont réversibles et les cantonnent à une précarité foncière dépendante des relations qu'ils entretiennent avec les propriétaires et leur famille. Pendant plusieurs années, la plupart des agriculteurs marocains exercent leur activité dans des conditions précaires, avant de parvenir parfois à accéder à la propriété.

Ces entrepreneurs sans capitaux construisent des exploitations modestes, dans lesquelles ils réutilisent du matériel usagé, peu adapté à des cultures intensives, et font appel à des solidarités de circonstances entre pairs. Ils mobilisent notamment leur réseau d'interconnaissance local, issu de la diaspora marocaine, pour utiliser et acquérir du matériel ou des produits phytosanitaires, négocier des prêts, trouver une main-d'œuvre flexible et bon marché ou encore développer un réseau de clientèle à l'échelle régionale.

Les pratiques informelles sont ainsi une ressource mobilisée par les classes populaires issues de la migration pour stabiliser leur trajectoire migratoire et sortir du salariat. Même si leur situation est précaire, les agriculteurs marocains perçoivent l'accès au patronat comme un statut social enviable, associé à la réussite et leur permettant d'élargir leurs horizons professionnels dans un marché du travail agricole difficile et qui se rétracte.

Le dessin suivant est un portrait d' Afzal réalisé par Antoine Rigaud⁴. Afzal a été un des premiers agriculteurs marocains à s'installer à son compte

⁴ Les campagnes provençales sont marquées par une ambiance xénophobe assumée. Dans un souci de protection des enquêtés j'ai eu recours à la pratique du dessin pour garantir leur anonymat. Les dessins sont réalisés par Antoine

dans la Basse Vallée de la Durance au début des années 2000. Parti de rien, il a longtemps cultivé des terres dont il vendait informellement les productions sur les marchés de plein vent à côté de son emploi d'ouvrier. Désormais à la tête d'une exploitation prospère, à l'été 2019, alors que je l'interroge sur son parcours, il se souvient des étapes difficiles qu'il a passé à ses débuts, aux côtés de sa femme qui l'a longtemps aidé sans être déclarée sur l'exploitation. Il décide alors de poser avec l'ancien désherbeur manuel qu'ils utilisaient pour entretenir plusieurs hectares de cultures avant de pouvoir acheter un désherbeur mécanique, bien plus adapté à la taille de leur exploitation.

Rigaud, docteur en cinéma et dessinateur, à partir de photographies et de descriptions précises du terrain.



Figure 2. Afzal posant fièrement avec ses anciens outils de travail, Bouches-du-Rhône, 2019

©A.Lascaux, A.Rigaud | Conception : Anne Lascaux – Réalisation : Antoine Rigaud, 2022s

Des paysans de la *hess* : les entrepreneurs marocains, un nouveau profil d'agriculteurs en Provence

Les agriculteurs marocains réactivent la vocation nourricière du foncier agricole méditerranéen en s'insérant dans les marges des systèmes productifs. Toutefois, ils remettent les terres en culture en imitant les modes de production intensifs privilégiés par les agriculteurs de la huerta méditerranéenne depuis l'ouverture progressive des marchés intra et extra européens dans les années 1980 et la mise en concurrence des marchandises entre elles. En ce sens, ils reproduisent les systèmes d'exploitation de la terre et de la main-d'œuvre étrangère qu'eux ou leurs parents ont observés et expérimentés en tant qu'ouvriers.

Cette stratégie d'entreprise, loin des profils de néo-ruraux revendiquant une attention particulière à la dimension écologique de l'agriculture et valorisés par les associations d'aide à l'installation, favorise, dans un premier temps, une installation en dehors du cadre institutionnel. Les entrepreneurs marocains constituent ainsi un nouveau profil d'agriculteurs en Provence, issus de l'immigration de travail et ayant connu une reconversion professionnelle en changeant de statut et de domaine de compétences. En raison de cette bifurcation dans leur parcours, ils ont parfois du mal à se positionner en tant que chefs d'exploitation.

En effet, dans leurs premières années d'installation, ils rencontrent des difficultés dans la gestion technique des cultures, de la main-d'œuvre, du voisinage agricole, ou encore des relations avec les acteurs institutionnels.

Parmi les travailleurs s'installant à leur compte, une grande majorité ne parvient pas à dépasser ces lacunes et voit son activité périlcliter au bout de quelques années, bien souvent à la suite d'un contrôle par des représentants de l'autorité étatique pointant les irrégularités des entreprises (inspection du travail, police aux frontières, MSA).

En réalité, les entrepreneurs issus de la diaspora marocaine créant des entreprises stables et durables dans le temps représentent une minorité au regard des contingents de ceux qui s'y essaient. Cependant, du fait de leur nombre et des quantités importantes de marchandises produites, ils sont aujourd'hui des acteurs participant activement au maintien du système productif de la huerta provençale. Insérés dans les systèmes de productions alimentaires méditerranéens, ils nourrissent une partie de la France et de l'Europe.

Au sein de ce nouveau profil d'agriculteurs, on peut toutefois identifier différentes trajectoires, en fonction des générations d'exploitants, de leur âge, mais aussi des usages qu'ils font de l'entreprise agricole. On peut ainsi repérer trois générations d'entrepreneurs marocains en Provence.

Ceux qui ont initié le mouvement au début des années 2000 sont souvent des fellahs, venus en France dans les années 1970 et 1980, qui ont pendant plusieurs décennies construit des carrières d'ouvriers saisonniers entre les deux rives de la Méditerranée. Vieillissants, ils se sont installés à leur compte à la fin de leur carrière, à la cinquantaine, souvent par manque de perspectives, le marché du travail agricole s'étant rétracté à mesure que les exploitants faisaient faillite ou ne trouvaient pas de repreneur à leur suite. Souvent créées en marge des institutions, leurs exploitations sont restées modestes, de l'ordre de quelques centaines de mètres carrés ou quelques hectares. Elles leur ont permis de s'assurer des revenus modestes jusqu'à la retraite.

Pensées comme des outils pour « vivoter » durant les dernières années de leur vie active, ces exploitations n'ont pas fait l'objet d'importants investissements matériels ou fonciers comme l'accès à la propriété ou l'achat de gros matériel agricole, comme on peut le voir sur le dessin suivant représentant Karim sur son exploitation. Ouvrier agricole venu en France dans les années 1990 et proche de la retraite, il vient travailler le soir sur la parcelle de quelques mètres carrés que lui prête une vieille dame du village provençal dans lequel il vit. Le soleil se couche et il n'a pas encore terminé de planter ses courgettes. À la frontière avec la parcelle voisine recouverte de friches il a construit un abri de fortune pour stocker le matériel de seconde main qu'il a récupéré sur le bon coin.



Figure 3. Karim travaillant au coucher du soleil sur son exploitation, Bouches-du-Rhône, 2017

©A.Lascaux, A.Rigaud | Conception : Anne Lascaux – Réalisation : Antoine Rigaud, 2017

Les enfants des fellahs constituent la deuxième génération d'ouvriers agricoles marocains à s'installer en Provence. Ils ont co-migré dans leur enfance à l'occasion d'un regroupement familial et ont grandi dans les quartiers prioritaires des villes moyennes débordant sur la huerta provençale (Salon-de-Provence, Cavaillon, Beaucaire). Ayant fait des études courtes, ils se sont confrontés, jeunes, à un monde du travail salarié leur offrant peu de perspectives de progression sociale et économique. Ces caristes, mécaniciens, préparateurs de commande ou chauffeurs routiers ont créé leur entreprise ou ont repris celles vivotantes de leurs parents : soit au milieu de leur vingtaine – avant de construire une famille, soit à l'approche de la quarantaine – une fois leur famille stabilisée et leurs enfants sortis du bas âge. En s'appuyant sur leur bagage scolaire et leur expérience du monde du travail français, ils les ont modernisés, agrandies, y ont développé de nouvelles cultures et les ont en partie formalisées vis-à-vis des institutions (embauche d'ouvriers sous contrats OFII, achat de parcelles, inscription à la chambre de commerce).

Au contraire des entreprises inabouties de leurs aînés, cette seconde génération de jeunes entrepreneurs s'efforce de construire des exploitations durables dans le temps, et rentables. Si pour une partie d'entre eux, l'entreprise agricole est perçue comme un outil d'ascension économique temporaire, avec la dissimulation au départ de certaines activités ou de sources de revenus informelles, comme par exemple la revente de marchandises préalablement achetées sur des marchés de gros réservés aux producteurs, ou encore la dissimulation de certaines surfaces cultivées, une partie des néo-agriculteurs marocains formalisent progressivement leur activité et accumulent au bout de quelques années un patrimoine rural solide. Les succès et les échecs de ces initiatives sont également dus à l'implication des femmes dans la vie des entreprises. Invisibles sur les exploitations, elles en assument pourtant depuis l'espace

domestique les tâches indispensables, dont notamment la gestion de la main-d'œuvre, de la comptabilité et des déclarations administratives. Ceux qui se qualifient eux-mêmes comme des « paysans de la *hess*⁵ », en raison des difficultés qu'ils rencontrent dans leur parcours entrepreneurial, incarnent désormais une nouvelle figure patronale ouvrant des perspectives à toute une génération de travailleurs immigrés en France.

Vers une Provence marocaine ? Un ancrage rural progressif

Dans la dernière partie de ma thèse, je me suis intéressée aux effets spécifiques de l'activité agricole dans le processus d'ancrage d'une population d'exploitants issus de la migration. Alors que les ouvriers transnationaux circulent en permanence dans un champ migratoire déployé entre les deux rives de la Méditerranée, lorsqu'ils se lancent dans l'activité agricole, leur horizon migratoire se reconfigure. D'une part, les allers et les retours avec le Maroc se réduisent progressivement, face à l'injonction d'une activité agricole nécessitant une présence constante du chef d'exploitation au sein de son entreprise afin de gérer la main-d'œuvre, les cultures et la vente des marchandises.

⁵ La *hess* est un mot dérivé de l'arabe désignant une situation de « galère ». Il est notamment utilisé dans l'argot des classes populaires immigrées.

D'autre part, l'exploitant réactive et développe un solide réseau d'interconnaissance avec sa région d'origine, au Maroc, dans l'optique d'y recruter une main-d'œuvre saisonnière de compatriotes rendus dociles par la puissance des liens noués entre les familles sur place.

En France, les exploitants marocains entament une deuxième mobilité, des villes et des villages périurbains dans lesquels ils ont passé leur jeunesse dans des maisons de village trop petites pour leurs grandes familles ou des logements sociaux collectifs, vers les campagnes dans lesquelles ils construisent leur carrière. Là aussi, ils imitent les pratiques de la paysannerie provençale et en reprennent les marqueurs de la réussite. Par exemple, pour ceux qui deviennent propriétaires, construire ou acquérir une maison sur le modèle du mas provençal⁶ est un signe ostentatoire de succès. Alors que les zones de production agricole méditerranéennes ont longtemps été perçues comme des lieux d'exploitation pour les membres de la diaspora marocaines, elles sont désormais des espaces d'ancrage que les familles investissent professionnellement et affectivement sur plusieurs générations.

Cependant, l'ancrage dans l'espace rural provençal de ces populations d'origine étrangère et issues du salariat local ne se fait pas sans heurts. En effet, les entrepreneurs marocains évoluent dans un contexte de tensions migratoires et leur reconversion fait l'objet de vives critiques alimentant des discours xénophobes. Ils sont ainsi accusés, par les agriculteurs locaux, de nourrir une concurrence déloyale en raison des pratiques

⁶ Le mas est une bâtisse typique de la Provence rurale, dont la construction architecturale est adaptée à l'activité agricole. Aujourd'hui, ces demeures sont particulièrement prisées comme résidences secondaires par les élites urbaines.

informelles qu'ils mobilisent dans leur processus d'installation. Toutefois, ces mêmes pratiques informelles sont déployées depuis plusieurs décennies par la paysannerie locale pour amortir les difficultés économiques et sociales liées au déclin agricole de la région. En ce sens, les discours et les tensions xénophobes qu'alimente la reconversion des agriculteurs marocains dans la huerta provençale traduisent le sentiment de déclassement d'une population d'agriculteurs locaux, qui voit les contingents d'ouvriers étrangers sur lesquels ils se sont longtemps appuyés dans la conduite de leur entreprise s'émanciper du salariat, bouleversant ainsi l'ordre social sur lequel est établi le système productif méditerranéen. Loin d'être une spécificité marocaine, les pratiques informelles sont des outils de résistance mobilisés par les travailleurs agricoles pour se maintenir et avancer dans un monde rural mis à l'épreuve par des décennies de politiques néo-libérales mettant en concurrence les individus et les marchandises.

Conclusion

Cette recherche doctorale a permis de mettre en évidence les stratégies d'agentivité déployées par les membres de la diaspora marocaine en France pour bousculer le monde social dans lequel ils ont été assignés au cours de leur migration. En devenant des entrepreneurs, mêmes précaires, les ouvriers marocains et leurs enfants rabattent les cartes de la migration sous conditionnalité et ouvrent un nouvel horizon des possibles pour toute une génération de jeunes travailleurs transnationaux. Plusieurs points communs permettent de croiser les destins des ouvrières agricoles et des néo-agriculteurs entre le Maroc et la France. Ces deux

profils incarnent des contingents de travailleurs et de travailleuses dont les conditions de vie et de travail sont souvent peu médiatisés, invisibilisés et oubliés des agendas politiques. Toutefois, les formes de résistances silencieuses qu'ils et elles mettent en œuvre au sein des systèmes productifs méditerranéens témoignent des capacités d'agentivité de ces populations évoluant dans des systèmes migratoires et professionnels éprouvants et contraignants. En ce sens, les pratiques informelles sont un outil de résistance sur lequel se replient des individus en difficulté pour influencer sur leur devenir et se rendre acteurs des systèmes sous tension dans lesquels ils sont insérés.

Références

Eribon D, 2009. *Retour à Reims*. Paris, Fayard.

Fontaine L, Weber F, 2011. *Les paradoxes de l'économie informelle. À qui profitent les règles ?* Paris, Karthala (Les terrains du siècle).

Hubscher R, Farcy JC, 1996. *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIXe et XXe siècles*. Paris, Edition Créaphis.

Jézégou A, 2022. Agentivité, in *Dictionnaire des concepts de la professionnalisation, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur* (Hors collection Psychologie/Pédagogie), p. 41-44.

Mésini B, 2013. [Mobiles, flexibles et réversibles. Les travailleurs saisonniers maghrébins et latinos "détachés" dans les champs de Provence](#). *Hommes & migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires* 1301 : 67-76.

Piore M, 1979. *Birds of passage. Migrant labor and industrial societies*. Cambridge, Cambridge University Press.